

Cette année, les pensions ne seront pas revalorisées. Celles inférieures à 1 200€ devaient l'être. Même pas 4€! Et c'est déjà reporté!

Partout dans toute la France, le 30 septembre disons au patronat, au gouvernement :

NON AU BLOCAGE DES PENSIONS DE RETRAITE

RETRAITES : UNE COLERE FORTE

Au début de l'année des milliers de cartes pétitions ont été remises au Président de la République pour lui dire que les retraités ne sont pas des nantis. Et le 3 juin à l'appel de 9 organisations de retraités venants de toute la France, nous avons manifesté notre colère pour nos retraites, la santé, le droit à l'autonomie...

Le gouvernement est injuste pour les salariés, les chômeurs, les retraités mais généreux pour les actionnaires. En France le chômage progresse, la création de richesses est en panne, la demande intérieure est moribonde. Le pouvoir d'achat des salariés, comme des retraités, ne cesse de baisser. Des résultats catastrophiques qui sont le fruit de la politique d'austérité de la baisse des salaires, pensions et des cadeaux accrus au monde de la finance.

RAPPEL DES FAITS

- *Le gouvernement, suivant le MEDEF, a décidé de bloquer la revalorisation des pensions de retraite au-delà de 1200€.*
- *C'est aussi une hausse de la TVA qui touche les plus défavorisés.*
- *C'est aussi la fiscalisation de la bonification des pensions des retraités ayant eu trois enfants et plus.*
- *La perte est le résultat aussi du passage de 10 à 25 ans pour les salariés du privé, l'indexation des pensions sur les prix et non sur l'évolution des salaires moyens, les décotes, l'allongement des durées de cotisation et, depuis le 1er avril 2013, l'instauration d'une taxe de 0,3% pour les retraites imposables (CASA),*

La liste serait longue à rappeler tous les mauvais coups contre les retraités.

DE L'ARGENT POUR LES SALAIRES, NOS PENSIONS : IL Y EN A

220 milliards d'euros d'aides publiques ont été donnés aux entreprises qui ne sont soumises à aucune évaluation alors que tous les observateurs attentifs constatent que cela n'a servi ni à l'investissement, ni l'emploi. De 6,9 milliards d'euros en 1978, ils sont passés, pour les sociétés non financières, à 247,6 milliards en 2008, année du déclenchement de la crise. En trente ans, leur montant a donc été multiplié par 36 quand la masse salariale ne l'était que par 4,5.

POUR LA REVALORISATION DE NOS PENSIONS

Les organisations syndicales, associations qui avaient réussi l'énorme manifestation des retraités le 3 juin, ont décidé de rappeler leur volonté de voir revaloriser l'ensemble des pensions comme cela avait lieu le 1er janvier de chaque année. Et maintenant le gouvernement, le patronat, ont décidé de reporter aux calendes grecques les revalorisations de nos pensions. C'est insupportable.

Le 30 septembre la CGT avec les autres organisations

FO, SOLIDAIRE, FSU, CGC, UNRPA, LSR, FGR, CFTC

Exigeons :

- :Un rattrapage immédiat de 300€ Par mois pour tous les retraités.
- La revalorisation des pensions et des retraites complémentaires au 1^{er} janvier indexée sur les salaires moyens
- Le minimale retraite égale au Smic que la CGT revendique à 1700€ brut pour une carrière complète.
- Le relèvement des pensions de réversion à 75% de la retraite initiale
- Le rétablissement de la 1/2 part pour le calcul de l'impôt sur le revenu.

Rappelons nos revendications AU PATRONAT ET AU GOUVERNEMENT

GRANDE DISTRIBUTION DE CE TRACT AVEC TOUS LES RETRAITES DISPONIBLES MARDI 30 SEPTEMBRE A PARTIR DE 15H DEVANT LES SUPERMARCHES CASINO FURIANI ET TOGA

EN CORSE COMME DANS TOUT LE PAYS IL FAUT AUGMENTER LES SALAIRES ET LES RETRAITES

LES REVENUS

Le revenu salarial annuel moyen en corse est au dernier rang des régions de France l'écart est d'environ 3.200 euros. Un niveau de précarité plus élevée du fait du travail saisonnier et du temps partiel contraint (hypermarchés).

Quelle que soit la catégorie, le revenu est inférieur. Plus on est qualifié plus l'écart est important. Moins 9 % POUR LES EMPLOYÉS, 18% POUR LES OUVRIERS QUALIFIÉS.

Plus de 30.000 PERSONNES ASSUJETTIES AUX MINIMA SOCIAUX dont près d'un tiers des retraités au minimum vieillesse.

LE CHOMAGE

Le chômage crève les plafonds 25 000 chômeurs indemnisés des centaines d'autres rayés des listes.

LE COÛT DE LA VIE

A côté de cela un coût de la vie plus élevé que sur le continent près de 10 % avec PACA, écarts encore plus significatifs sur les légumes, le poisson, les produits frais, le fromage, les produits locaux devenant inaccessibles pour une grande partie de la population. La politique publique d'aide aux produits à forte valeur ajoutée pilotée par la CTC accentuant le phénomène.

Les carburants, avec une réfaction de TVA de 6.6 %, sont pourtant plus chers selon les zones de 12 à 15 cts le litre. Les produits alimentaires dont la TVA est à 2.1 au lieu de 5.5 sur le continent sont plus chers.

LE LOGEMENT

En ce qui concerne le logement, près de 35 % de résidences secondaires, un parc locatif saisonnier estimé à plusieurs dizaines de milliers.

50 % des ménages ne possèdent rien, il manque 2000 logements sociaux en urgence.

L'INSULARITE

L'Etat verse une enveloppe de 187 millions d'euros pour compenser le handicap de l'insularité. La part des frais de transport est en moyenne de 3 % du chiffre d'affaires contre 2 % sur le continent. On voit bien que rien ne justifie ces écarts, rien que sur le poste alimentation +carburant l'écart annuel avec un ménage habitant la région PACA est de 700 euros par an.

Cette petite explication à au moins le mérite de justifier nos revendications. C'est un problème de justice sociale. Pourtant rien ne nous sera donné.

A nous de mobiliser le plus grand nombre avec conviction, nous en avons les moyens.

RENDEZ VOUS

Réunion du collectif
USR CGT 2B

Tous les lundis
à **partir de 9h30**

à

***l'Union Départementale
CGT***

Impasse Patrimoine
A Bastia

Rappel :

Toutes nos réunions sont
ouvertes à tous

PENSEZ A PAYER VOS COTISATIONS

**Site INTERNET
USR CGT 2B**

<http://www.cgt-retraites.fr/>

